



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/65
8 février 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 12 a) de l'ordre du jour provisoire

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE
SEXOSPÉCIFIQUE : VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Exposé écrit présenté par l'Asian Legal Resource Centre,
organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif général

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[29 décembre 1999]

Violation des droits fondamentaux des femmes en Asie

1. Le Programme d'action de Beijing de 1995, qui contenait une liste détaillée de recommandations visant à intégrer les droits fondamentaux des femmes et l'approche sexospécifique dans toutes les questions évoquées par les Etats membres des Nations Unies, est actuellement examiné par les Etats et par les organisations non-gouvernementales. Concernant la mise en œuvre du Programme d'action, on a en général l'impression que les progrès réalisés, le plus souvent grâce aux efforts opiniâtres des ONG, sont infimes par rapport aux politiques discriminatoires et aux procédés violents auxquels l'État et les citoyens ou groupes privés continuent de recourir. Les femmes se voient toujours interdire de participer aux activités sociales en tant qu'égaux et sont sanctionnées, personnellement ou dans le cadre d'un groupe, lorsqu'elles passent outre ou, sans y être pour rien, contreviennent aux règles et aux restrictions que la société leur impose.

2. L'ALRC souhaiterait appeler l'attention sur les cas ci-après de violations graves et systématiques des droits fondamentaux de groupes particuliers de femmes dans certains pays d'Asie. Il s'agit de violences potentiellement mortelles perpétrées quotidiennement contre des femmes asiatiques.

3. Myanmar : femmes dans une situation de guerre. Les femmes et les enfants du Myanmar supportent l'essentiel des souffrances provoquées par l'une des plus longues guerres civiles du siècle. Plus de 200 000 réfugiés, pour la plupart des femmes et des enfants, ont fui en Thaïlande. Les femmes fuient leur pays parce que sous la dictature militaire du Conseil d'État pour la paix et le développement (SPDC) les femmes et les enfants sont contraints par les militaires à construire des routes et reconstruire des bâtiments. Elles ne sont pas payées pour leur travail et sont battues si elles ne travaillent pas assez. Dans les zones de combats, des femmes des minorités ethniques sont contraintes par les soldats du SPDC à porter de lourdes charges de munitions et d'approvisionnements à travers la jungle. La nuit, ces femmes et ces jeunes filles sont violées par les soldats. Dans certains cas, des femmes et des enfants ont été utilisés pour le déminage ou comme boucliers humains pendant les combats.

4. La pauvreté et le manque de démocratie sous le régime militaire au Myanmar empêchent les femmes d'avoir accès à une nourriture adéquate et à des soins de santé satisfaisants et beaucoup d'enfants ne peuvent pas fréquenter l'école. Des milliers de femmes et de jeunes filles quittent chaque année le Myanmar pour pratiquer la prostitution en Thaïlande, afin d'échapper au travail forcé sous le régime militaire et de pourvoir à leur propre subsistance et à celle de leurs familles.

5. Inde : femmes dalits - violence fondée sur la caste et le sexe. Cinquante ans après l'indépendance, les gouvernements successifs de l'Inde n'ont fait aucun progrès en vue d'éliminer la discrimination et les violations des droits de la population dalit qui en sont la conséquence. Les Dalits (qualifiés aussi d' "intouchables", "Dalit" signifiant peuple "brisé") sont considérés comme la caste la plus basse dans la société indienne, société très stratifiée à forte conscience de caste. Il leur est interdit de pénétrer dans les parties des villages réservées aux castes supérieures, d'utiliser les mêmes puits, de porter des chaussures en présence de membres des castes supérieures, d'accéder aux

mêmes temples, de boire dans les mêmes tasses dans les échoppes où l'on sert du thé et de faire valoir leurs droits sur des terrains qui leur appartiennent légalement. Les enfants dalits doivent fréquemment s'installer au fond des salles de classe. Les villageois dalits ont souvent été les victimes de violents massacres ces dernières années. Depuis la création d'un mouvement pour les droits des Dalits en 1990, la violence contre les Dalits s'est accrue proportionnellement au développement de ce mouvement.

6. La "Charte des droits de l'homme des Dalits", élaborée par la Campagne nationale pour les droits de l'homme des Dalits, décrit de nombreuses violations des droits des Dalits. Le Gouvernement indien doit être tenu pour responsable du refus systématique de reconnaître à 260 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dalits le droit d'accéder aux ressources nécessaires pour pourvoir à leur subsistance, de recevoir une éducation et des soins de santé appropriés et de participer au fonctionnement des institutions sociales, politiques et économiques. Mais, selon la Charte de la Campagne nationale : " En Inde, l'État et la société civile s'entendent à merveille pour refuser aux Dalits l'exercice de leurs droits. Étant donné qu'il encourage les violations de la part de la société civile, l'État est amené à prendre parti en faveur de la société de caste dominante."

7. Les femmes dalits souffrent d'une triple discrimination fondée : sur le sexe, en tant que femmes, sur la caste, en tant que Dalits, et à la fois sur le sexe et la caste, de la part des hommes dalits. En Inde ce sont les femmes dalits qui souffrent des pires formes de discrimination fondées sur la caste et le sexe. Les principaux domaines de discrimination concernent le droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables, les violations de l'article 23 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 6 et 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

8. La main d'œuvre féminine dalit est réputée sans qualification et par conséquent non reconnue, sous-payée et même non rémunérée. Environ 85% des femmes Dalits travaillent dans le secteur agricole, inorganisé et privé des prestations de la sécurité sociale existant dans les secteurs organisés, par exemple les allocations de maternité, les soins médicaux, etc. Les mères dalits doivent emmener leurs nourrissons avec elles pour travailler aux champs, où il n'existe pas de services de garde d'enfants. Parfois, n'étant pas autorisées à le faire, elles perdent leurs emplois dans le secteur agricole.

9. En zone urbaine, les femmes dalits travaillent aussi dans le secteur inorganisé des non salariés en tant que colporteuses, collectrices de ferraille, vendeuses ambulantes ou servantes. Ou elles peuvent gagner un salaire dans le secteur domestique, sur des chantiers de construction ou dans de petites entreprises industrielles. Dans certaines zones, les femmes dalits travaillent comme nettoyeuses de latrines, sans aucune considération d'hygiène, pour un roti (pain indien) par jour. Tous ces secteurs d'activité se caractérisent par des rémunérations faibles, l'irrégularité du travail et du salaire, l'absence de sécurité sociale, les harcèlements sexuels et la subordination aux caprices des intermédiaires et des employeurs.

10. Presque toutes les femmes dalits entrent sur le marché du travail avant 20 ans; 31% des filles des communautés dalits sont des enfants contraints de travailler. Le travail des filles est indispensable dans l'agriculture et les

activités ménagères et les pauvres préfèrent ne pas consacrer d'argent à l'éducation des filles. L'abandon de scolarité est plus fréquent pour les filles dalits à tous les niveaux et plus de 83% abandonnent l'école au niveau des études secondaires. En outre, c'est aux femmes qu'incombe le nettoyage, l'entretien et la tenue du ménage et en fait 70 à 75% des ménages dalits sont dirigés par des femmes. Vu qu'en moyenne 70% des ménages dalits n'ont pas l'électricité et que plus de 90% n'ont pas d'installations d'assainissement, les femmes (et les filles) dalits consacrent beaucoup d'énergie aux travaux du ménage et doivent parcourir de grandes distances pour aller chercher de la nourriture, du fourrage, du combustible et de l'eau.

11. Violation du droit à la vie et à la sécurité et du droit à ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 4, 5, 12). Des incidents régulièrement signalés dans divers journaux, dans plusieurs États de l'Inde, illustrent la façon dont les femmes dalits sont systématiquement soumises à des traitements absolument inhumains à titre de sanction pour avoir fait valoir leurs droits ou résisté aux castes dominantes. Souvent la police reste passive ou ne fait rien pour poursuivre les auteurs de crimes tels que le suivant :

a) Amta, âgée de 30 ans, du village de Randevi, qui relève du commissariat de police de Nakud, a eu le visage noirci et a été fouettée pour avoir accusé deux de ses voisins d'avoir commis un vol dans sa maison. (*Hindustan Times*, 18 septembre 1997);

b) Au Bihar, cinq adolescentes ont été violées et mutilées, des propriétaires voulant ainsi réaffirmer leur autorité sur des Dalits de plus en plus remuants. Toutes les cinq ont reçu des coups de feu dans le vagin et ont eu les seins coupés. Parallèlement aux massacres organisés d'habitants de villages dalits entiers, des armées privées appliquent au Bihar des programmes illégaux et déshumanisants visant à insulter les membres des plus basses castes et à leur interdire toute ascension sociale. L'un des crimes les plus odieux a consisté dans une campagne de viols de masse, menée dans les districts de Gaya et Jehanabad, où plus de 200 femmes de 6 à 70 ans ont été violées. Les auteurs des crimes ont signalé chacun de ces incidents. Compte tenu du déshonneur qui entoure les victimes de viol, cette opération a contribué à démoraliser les Dalits dans de nombreux villages. (*Frontline*, 12 mars 1999);

c) Dans l'État d'Andhra Pradesh, une femme dalit a été promenée nue par des membres d'une caste supérieure, suite à un différend mineur concernant l'utilisation de l'eau d'un puits au village de Malasamudram dans le district d'Anantapur. Treize personnes ont été arrêtées dans ce contexte. Cette femme dalit s'était disputée avec des femmes de castes supérieures pour défendre son droit d'utiliser le puits. Les membres des castes supérieures avaient ensuite semé la terreur, endommagé les maisons des Dalits et battu les femmes. (*The New Indian Express*, 19 septembre 1999).

12. Pakistan : harcèlement sexuel sur le lieu de travail et dans la rue. Les femmes au Pakistan sont constamment harcelées, au travail et dans la rue. Mais elles ne signalent pas ces incidents de crainte de voir réduite leur liberté de mouvement, seule forme de protection dont elles disposent. Les femmes craignent aussi les représailles, les comportements ignominieux et l'attitude peu

coopérative et humiliante des fonctionnaires et des agents de la force publique. "Si nous élevons la voix contre ces harcèlements, on nous dit que nous ne devons pas sortir de chez nous," déclare une femme d'un air abattu. "Une fois j'ai signalé aux agents de police à un poste de contrôle que j'étais poursuivie et tourmentée, mais pour toute réponse ils m'ont demandé pourquoi je ne portais pas le voile", déclare une autre. Divers organismes de défense des droits de l'homme et de défense des femmes, non-gouvernementales et gouvernementales, ont reconnu la gravité de cette situation.

13. La Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP) a déclaré dans son rapport annuel de 1999 qu' "il n'est pas rare que les femmes fassent l'objet de remarques ou soient poussées ou bousculées dans les bureaux et les boutiques, dans les maisons et les lieux publics. Elles ont cessé de s'offusquer vu la fréquence de ces actes". Dans la province du Pendjab, la HRCP a relevé 242 cas d'infractions contre des femmes, relatées dans les journaux et les magazines. Sur ce total, on compte 113 tentatives de viol et 77 femmes déshabillées ou agressées en public. Mais moins de la moitié des cas ont été enregistrés par la police et dans 23 cas seulement les personnes accusées ont été mises en garde à vue. Bien que le Code pénal pakistanaï prévoie des sanctions pour le harcèlement sexuel, souvent les policiers ferment les yeux même quand des femmes sollicitent leur intervention.

14. La Progressive Women's Association, qui a son siège à Islamabad, estime qu'une femme sur deux au Pakistan est victime d'une forme directe ou indirecte de violence mentale ou physique. Les femmes les plus vulnérables sont celles qui travaillent dans le secteur non structuré, comme les domestiques ou les ouvrières des fours à briques.

15. Un document interne évaluant l'impact des lois islamiques sur les femmes déclare ce qui suit : " Ces quinze dernières années, les lois discriminatoires et l'exploitation de la religion pour réglementer la sexualité et la productivité des femmes ont contribué à accroître la violence institutionnalisée dans la vie des femmes ainsi que les actes de violence contre les femmes et le nombre des incarcérations de femmes."

16. Le Gouvernement est déterminé à éliminer toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe, conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Plan national d'action du Gouvernement, prolongement de la Conférence de Beijing de 1995 préparé en consultation avec des groupes de femmes et des organisations de défense des droits des femmes, reconnaît qu'il existe de nombreux cas de violence sexuelle contre les femmes dans le pays et déclare que cette violence est fondée sur le système patriarcal de domination des hommes et de subordination des femmes. Le Plan national d'action prévoyait la mise en place d'ici 2000 de mécanismes de réparation des préjudices devant lesquels les femmes pourraient déposer des plaintes. De plus des inspecteurs du travail et de la gestion étaient censés surveiller les cas de harcèlement sexuel sur les lieux de travail, mais ces mesures ne se sont pas encore traduites dans les faits.

17. Il ne s'agit que de quelques cas, mais ils montrent bien que des préjugés fortement enracinés contre les femmes existent encore aujourd'hui dans les sociétés asiatiques. Il incombe aux gouvernements des pays asiatiques de prendre

des mesures de réforme radicales afin d'améliorer la protection et l'affirmation des droits fondamentaux des femmes et de permettre à toutes les femmes de vivre à l'abri de la discrimination et de la violence.
